

De : [Julie Boucher](#)
À : [REDACTED]
Cc : [Boîte accès_mce](#)
Objet : N/Réf. : 2526-112 - Votre demande d'accès à l'information
Date : 22 décembre 2025 09:34:37
Pièces jointes : [112-document.pdf](#)
[112-articles.pdf](#)
[AVIS DE RECOURS.pdf](#)



Objet : Votre demande en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1)

N/Réf. : 2526-112

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès du 7 décembre 2025, reçue à nos bureaux le 8 décembre 2025, dont le but est d'obtenir copie de divers documents en lien avec des contrats, et ce, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Nous vous informons, en vertu des articles 1 et 15 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, que le ministère du Conseil exécutif ne détient pas de liste telle que celle que vous recherchez, puisque les bases de données du ministère ne permettent pas d'effectuer de recherches par catégorie spécifique de contrats. De plus, elles ne contiennent pas certains renseignements visés par votre demande, tels que les livrables remis. Les recherches effectuées ont toutefois permis de retracer certains contrats relatifs à des études, analyses ou recherches pour la période visée par votre demande. Vous trouverez donc ci-joint un document faisant état des renseignements repérés.

Nous portons à votre attention que d'autres renseignements d'intérêt pour vos recherches pourraient être disponibles dans différents documents diffusés sur Internet par le ministère du Conseil exécutif.

Vous pourrez consulter la liste des contrats de plus de 25 000 \$ octroyés par le ministère du Conseil exécutif à l'adresse suivante : [Résultats de recherche | SEAO](#)

De plus, les études de crédits du ministère et de ses secrétariats contiennent des renseignements concernant les contrats de moins de 25 000 \$ et peuvent être consultées aux adresses suivantes :

[Notice 327307 - Étude des crédits](#)

[Sa - Sec - Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec - Guides thématiques](#)

Vous trouverez ci-joint copie de l'avis relatif au recours prévu à la section III du chapitre IV de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, de même que des articles de cette loi mentionnés à la présente.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Julie Boucher

Responsable de l'accès à l'information

Ministère du Conseil exécutif

835, boulevard René-Lévesque Est, 2^e étage

Québec (Québec) G1A 1B4

Téléphone : 418 643-7355

mce.accesmce@mce.gouv.qc.ca

Ce courriel est à usage restreint. S'il ne vous est pas destiné, veuillez svp le détruire et en informer l'expéditeur.

Ministère du Conseil exécutif

Contrats de moins de 25 000\$

PÉRIODE ¹	CONTRACTANT/ FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
2018-2019	J W Comm inc	Analyser des données d'enquête, développer une plateforme, géocoder une base de données institutionnelle et présenter des données interactives en ligne	24 500	Contrat conclu de gré à gré
2019-2020	UX-co	Fournir les services d'un conseiller en expérience utilisateur pour appuyer la responsable principale de l'expérience utilisateur gouvernementale dans divers mandats UX autour de Québec.ca.	24 000	Contrat conclu de gré à gré
2020-2021	Gartner Canada Co.	Souscrire à un abonnement à Gartner for IT Leaders Reference pour l'accès à des recherches et des conseils en matière de technologies de l'information et de la responsabilité fonctionnelle de rôles informatiques spécifiques	20 290	Contrat conclu de gré à gré
2020-2021	I.C.I. Influence communications inc.	Fournir des services stratégiques afin de soutenir le ministère du Conseil exécutif pour la surveillance et l'analyse des médias québécois	22 100	Contrat conclu de gré à gré
2020-2021	Patrick Taillon et Marthe Fatin-Rouge Stefanini	Agir à titre d'expert et d'experte afin de fournir un rapport d'expertise conjoint ainsi qu'un rapport de recherche conjoint dans le cadre des contestations judiciaires de la Loi sur la laïcité de l'État	23 080	Contrat conclu de gré à gré
2021-2022	Lafortune Légal	Fournir les services pour l'étude d'un dossier, de travaux de révision et de rédaction de divers documents	12 115	Contrat conclu de gré à gré
2022-2023	Useberry	Souscrire à l'abonnement d'un outil de recherche Web	1 081	Contrat conclu de gré à gré
2022-2023	Ergokinox inc.	Fournir les services d'étude ergonomique	1 056	Contrat conclu de gré à gré
2022-2023	Résolys inc.	Fournir les services pour la production d'un rapport d'analyse	9 000	Contrat conclu de gré à gré

¹ Les contrats visés lors des années antérieures peuvent être repérés dans les études des crédits du Ministère du Conseil exécutif. Les documents déposés en commission sont diffusés sur le site de l'Assemblée nationale et accessibles à partir des liens suivants : les [études de crédits du ministère](#) et les [études de crédits des secrétariats du ministère](#)

Ministère du Conseil exécutif

Contrats de moins de 25 000\$

PÉRIODE 1	CONTRACTANT/ FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
2022-2023	Cap2sec Inc.	Fournir les services pour la réalisation d'un mandat de test d'intrusion	9 600	Contrat conclu de gré à gré
2022-2023	Synopsis recherche marketing inc.	Développer, en coopération avec le ministère, un questionnaire de sondage, développer une méthodologie, effectuer la collecte de données et produire un rapport d'analyse	9 500	Contrat conclu de gré à gré
2022-2023	Lafortune Légal inc.	Fournir les services pour l'étude d'un dossier, de travaux de révision et de rédaction de divers documents	2 552	Contrat conclu de gré à gré
2023-2024	MS Solutions équipement inc.	Fournir les services professionnels afin de réaliser un mandat de test d'intrusion externe	10 320	Contrat conclu de gré à gré
2023-2024	Ciao technologies inc.	Fournir des analyses et des services-conseil liés à l'accessibilité Web du site Québec.ca et du système de design gouvernemental	16 800	Contrat conclu de gré à gré
2023-2024	Clic Expat	Fournir les services d'évaluation de la rémunération globale des employés recrutés localement dans les bureaux du Québec au Canada	8 000	Contrat conclu de gré à gré

Ministère du Conseil exécutif

Contrats de plus de 25 000\$ (SEAO)

DATE DE CONCLUSION DU CONTRAT	NUMÉRO SEO	CONTRACTANT / FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT (\$)	TYPE DE CONTRAT	NATURE DU CONTRAT
2024-11-15	2024-049	ERNST & YOUNG S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	Produire un rapport d'analyse	85 000	Contrat conclu de gré à gré	Services professionnels
2024-12-19	2024-060	Résolys inc.	Produire un rapport d'analyse pour le Secrétariat aux emplois supérieurs	35 000	Contrat conclu de gré à gré	Services professionnels
2024-03-26	1788481	Cardinal Path inc.	Rendre disponible un outil de collecte et d'analyse de données Web	491 080	Avis d'appel d'offres	Services professionnels
2023-04-13	1707543	Guy Raymond	Étudier et analyser les impacts sur l'industrie de la mobilité	119 000	Contrat conclu de gré à gré	Services professionnels
2023-01-11	1648439	KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	Déployer des projets spéciaux de mobilité – Gestion de projet et études économiques	7 990 065	Avis d'appel d'offres	Services professionnels
2023-02-01	1684695	Professionnels en règlement des différends S.A.	Produire un rapport d'analyse	45 000	Contrat conclu de gré à gré	Services professionnels
2022-02-02	1544575	Miron-Paquin conseils inc.	Procéder à l'architecture et l'analyse de système (Maintien d'actifs)	904 225	Avis d'appel d'offres	Services professionnels

Ministère du Conseil exécutif

Contrats de plus de 25 000\$ (SEAO)

DATE DE CONCLUSION DU CONTRAT	NUMÉRO SEO	CONTRACTANT / FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT (\$)	TYPE DE CONTRAT	NATURE DU CONTRAT
2021-11-25	1519320	KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	Déployer Internet haute vitesse - Vérification, soutien à la gestion et études économiques	13 975 069	Avis d'appel d'offres	Services professionnels
2021-05-07	1459116	Cardinal Path	Rendre disponible un outil de collecte et d'analyse de données Web	501 902	Avis d'appel d'offres	Services professionnels
2021-11-08	1535033	Professionnels en règlement des différends S.A.	Élaborer un rapport d'analyse pour le secrétariat aux emplois supérieurs	49 814	Contrat conclu de gré à gré	Services professionnels
2020-08-24	1396391	André Fillion & associés inc.	Évaluer les compétences et analyser le potentiel pour les emplois supérieurs	96 000	Contrat conclu de gré à gré	Services professionnels
2020-03-10	1359912	Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Collecter des données et analyser les résultats au quotidien à propos de la crise de la COVID-19	500 000	Contrat conclu de gré à gré	Services professionnels
2019-03-19	1260577	KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	Procéder à une étude comparative sur les processus d'évaluation des compétences	70 000	Contrat conclu de gré à gré	Services professionnels
2019-03-19	1260598	Korn Ferry	Procéder à une analyse comparative des conditions d'emplois dans divers marchés de référence	49 588	Contrat conclu de gré à gré	Services professionnels

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Application et interprétation

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la
protection des renseignements personnels**
(RLRQ, c. A-2.1)

Droit d'accès.

15. Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.

1982, c. 30, a. 15.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).